**ACCORD CADRE DE TRAVAUX**



**Nord Pas-de-Calais**

**TRAVAUX DE POSE ET DE DEPOSE DE MENUISERIES INTERIEURES, CLOISONS, FAUX PLAFONDS, SERRURERIE ET QUINCAILLERIE POUR LES SITES DE LILLE, ARRAS, CALAIS, DOUAI, TOURCOING ET VALENCIENNES DE L'URSSAF NORD PAS-DE-CALAIS**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières**

*Numéro de procédure : 2025-MAPA-03*

*Procédure adaptée*

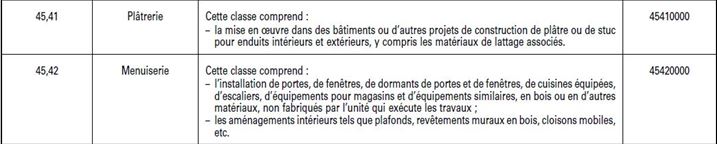
* *Article L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique (procédure adaptée)*
* *Article L2125-1 et R2162-1 et suivants du code de la commande publique (accords-cadres)*
* *Articles L2411-1 à L2422-1 du code de la commande publique (maîtrise d’ouvrage publique)*

# **ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES**

## 

## **1.1 – Objet – Contexte**

La liste des travaux susceptibles d’être réalisés dans le cadre des présents lots relève de la liste définie à l’avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique (NOR : ECOM1831820V), pris en application des articles L1111-2 et L1121-2 du code de la commande publique. Ils appartiennent aux catégories suivantes  :



L’accord cadre qui découlera de la consultation a pour objectif de permettre aux responsables d’exploitation de chaque site de faire réaliser, à la demande et dans des délais optimaux, des travaux permettant la réalisation des ouvrages découlant des opérations susvisées.

Les sites concernés sont indiqués en annexe 1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Les ouvrages et travaux relevant des opérations visées aux présents contrats relèvent de la catégorie des ouvrages de bâtiment.

Les conditions particulières d’exécution et prescriptions techniques relatives à ces opérations sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché (CCAP) ainsi que dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **1.2 – Parties contractantes – Maîtrise d’ouvrage**

**Parties contractantes**

Les parties contractantes sont :

- D'une part:

L’URSSAF Nord Pas de Calais, en qualité de pouvoir adjudicateur et maître d’ouvrage

Et

- D'autre part : l’opérateur économique qui conclut le marché avec l'organisme et désigné dans le présent CCAP par l'expression *« le titulaire ».*

## 

**Organisation de la maîtrise d’ouvrage**

Les opérations de travaux prévus dans l’accord cadre qui sera conclu s’inscrivent dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires du code de la commande publique relatives à la maîtrise d’ouvrage publique, **chaque organisme membre du groupement de commande exerçant la maîtrise d’ouvrage publique desdites opérations (**articles L2411-1 à L2422-1 du code de la commande publique).

**URSSAF Nord Pas de Calais**

* La maîtrise d’ouvrage est exercée par la Directrice, Mme Aurélie FILLIARD HENLE
* Assisté de :

M. Gaël DRILLON

Directeur des ressources

Tél : 06.62.57.40.91

Courriel : gael.drillon@urssaf.fr

M. Franck EL HASSAN

Responsable Patrimoine et Sécurités

Tél : 03.27.22.32.41 / 06.03.30.25.62

Courriel : [franck.el-hassan@urssaf.fr](mailto:franck.el-hassan@urssaf.fr)

* Sauf stipulation contraire en cours d’exécution des contrats, la maîtrise d’œuvre des opérations de travaux est exercée en interne, par l’organisme.

**1.3 – Allotissement – Ouvrages et quantités**

**Ouvrages et quantités**

Les ouvrages sont souscrits selon les besoins et quantités qui seront définis dans les marchés subséquents s’exécutant par bons de commandes successifs, sur la base des devis produits par l’entreprise titulaire à la demande de l’organisme, ainsi que les documents particuliers de l’accord cadre.

# **ARTICLE 2 – PERSONNEL DU TITULAIRE ET SOUS TRAITANT**

Le temps passé par le personnel du titulaire (ou de tout sous-traitant) pour l’accomplissement des travaux est compris dans les prix définis au présent contrat, au titre de l’obligation de parfait achèvement, et ne pourra faire l’objet d’aucun surcoût pour les organismes (sauf hypothèse de travaux supplémentaires).

Ce personnel dispose des équipements et compétences adaptées aux ouvrages à réaliser, d’une tenue de travail appropriée (avec nom et le logo de l’entreprise titulaire ou du sous-traitant déclaré) et doit pouvoir intervenir sur un chantier en milieu occupé.

**Fidélisation par site**

Le titulaire s’engage à fidéliser autant que possible le personnel dévolu pour chaque site en évitant autant que possible les changements d’intervenants. Le port d’un badge est obligatoire. Le badge est remis contre récépissé et doit être restitué en cas de départ du salarié ou à la fin de l’accord cadre.

**Qualification**

Le personnel du titulaire (ou de son sous-traitant) dispose d’une formation appropriée équivalente pour la réalisation des ouvrages qui sont confiés au titulaire. Le titulaire devra présenter tout document probatoire en ce sens, à la demande d’un organisme.

**Règlement intérieur / Sécurité**

Le personnel du titulaire (ou de son sous-traitant) respecte le règlement intérieur et les règles de sécurité en vigueur dans l’organisme. Ces documents seront remis au personnel intervenant par chaque organisme.

**Travail en milieu occupé**

Le personnel du titulaire (ou de son sous-traitant) doit veiller à ne pas occasionner de gêne pour l’activité de l’organisme lors de ses interventions.

# **ARTICLE 3 – TRAVAUX**

**Conformité réglementaire**

Les travaux seront conformes aux normes et règlementations en vigueur au moment de la passation des marchés subséquents, notamment :

* Code du Travail
* Règlement sanitaire départemental
* Avis techniques et règles professionnelles du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment),
* DTU (Documents Techniques Unifiés) et leurs annexes

Les produits mis en œuvre devront être classés à risque normal par l’AFAC (Association Française des Assureurs Constructeurs).

Les matériaux, produits et procédés devront quant à leurs performances être conformes aux prescriptions de la Règlementation Thermique en vigueur au moment des travaux et avoir été certifiés ou agréés.

Les produits assurant la protection et la sécurité de l’immeuble seront certifiés APSAD (assemblée plénière des sociétés d’assurance dommages) et A2P (Assurance Prévention Protection), ou équivalent.

Chaque fourniture porte l’estampille ou l’étiquette précisant la norme appliquée.

Le titulaire s’engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à l’utilisation, à un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant.

**Descriptif estimatif des ouvrages attendus**

Les ouvrages et exemples d’ouvrages décrits ci-dessous ne constituent pas une liste exhaustive des travaux pouvant être demandé aux titulaires.

**Portes**

* Bloc portes comprenant des portes à âme pleine revêtues de stratifié, ou peintes, ou vitrées selon les locaux.
* Gaines techniques avec panneaux démontables et trappes de visite d’accès facile au droit des organes de réglage, d'équilibrage, d'isolement, de dégorgement.

**Quincaillerie/Serrurerie**

* Quincaillerie et serrurerie possédant le label NF-SNFQ de conformité aux normes françaises sans éléments en plastique.

Serrures

Pour les différents locaux, serrures à combinaisons.

Pas de serrures fermant à clé pour les portes d'accès aux cages d'escaliers, de recoupement des couloirs et des issues de secours.

Serrurerie

* Réglage et mise en jeu ou remplacement d’ouvrants métalliques et PVC,
* Remplacement ou installation de toutes serrures, poignées, barres antipanique, etc….
* Fourniture et pose d’anti-pinces doigts, blindage de portes et rambardes métalliques de protection.

**Cloisonnement**

Cloisonnement et équipement des zones flexibles :

* Les cloisons transversales seront « amovibles ». Les caractéristiques de démontabilité et d’amovibilité étant définies par le label CERFF (Centre d’Essais et de Recherches pour les Fenêtres Façades, huisseries et cloisons).
* Les surfaces vitrées éventuelles dans ces cloisons devront répondre à la réglementation de sécurité incendie et aux performances acoustiques prescrites.
* Par ailleurs les cloisons longitudinales et transversales ne comporteront aucun câblage électrique.

Cloisons le long des dégagements (circulations) :

* Entre bureaux et dégagements, sur ossature métallique avec remplissage en laine minérale ensachée et possédant le label CERFF « cloisons démontables ».

Cloisons amovibles et transversales :

* Cloisons bi-blocs, possédant le label « CERFF-Cloisons amovibles ». La conception de ces cloisons devra permettre leur déplacement sans entraîner d’intervention sur les revêtements de sols, revêtements muraux et faux plafonds, ni la moindre détérioration.
* Barrières phoniques au droit des cloisons transversales et murs mobiles par blocs type ACOUSTIMASS ou équivalent.
* Jonction des cloisons avec les éléments de façades permettant de supprimer tout pont phonique (mise en œuvre de joint mousse type phaltex ou équivalent.

**Faux plafonds**

Afin de ne pas dépasser la valeur de 0,30 m²°C/W de la résistance thermique Ru, les faux plafonds en dalles de fibres minérales comprimées seront mis en œuvre sans matelas de laine de verre dans le plénum.

**Menuiseries intérieures**

* Fourniture et pose de stores vénitiens
* Réparation ou remplacement de volets roulants,
* Réparation ou remplacement de stores extérieurs en toile,
* Réparation des treuils et manivelles de commande,
* Tous travaux se rapportant au fonctionnement des stores et volets roulants

**Clause environnementale**

Le bois utilisé proviendra de forêts gérées durablement.

Par forêts gérées durablement, on entend des forêts dont la gestion durable a été certifiée par un organisme indépendant sur la base de critères reconnus sur le plan international.

D’une manière générale, l’entreprise devra justifier et garantir la provenance des bois employés. Un label de garantie FSC ou label PEFC ou autre label équivalent sera exigé.